

Chômage dans l'industrie minière

J'espère que les autres mineurs acceptent, comme leur a proposé le ministre de l'Emploi et de l'Immigration (M. Cullen), de se partager le travail en ne travaillant que quatre jours par semaine. Pourquoi ne partageraient-ils pas leurs tâches avec leurs compagnons de Sudbury? Ils gagneraient un peu moins pendant quelque temps, mais c'est une solution comme une autre.

Le député du Nouveau parti démocratique voudrait que le gouvernement résolve tous les problèmes en même temps. C'est un problème parmi d'autres. Mais ce n'est pas ainsi que les Canadiens voient les choses.

Nous espérons que le problème se résorbera avec l'accroissement de la demande. Cependant, le gouvernement ne peut pas adopter de loi pour faire monter la demande de nickel. Il ne peut pas interdire d'exploiter des mines en Malaisie, à Panama ou ailleurs. Si ce ne sont pas des Canadiens qui s'en occupent, ce seront des Allemands, des Japonais, des Français ou des Anglais.

M. Rodriguez: C'est l'argument que fait valoir l'INCO.

M. Chrétien: C'est un argument sensé. Je n'ai rencontré qu'une fois les représentants de l'INCO, je leur ai parlé de stockages et ainsi de suite. Toutefois, ni le ministre des Finances ni le gouvernement ne peuvent faire quoi que ce soit pour influencer le marché international.

Le chef du Nouveau parti démocratique prétend que le problème qui se pose est dû au fait que cette société est multinationale. Cela n'a rien à voir. Même si elle n'était pas une multinationale, le marché international ne s'améliorerait pas. C'est un fait.

Les gouvernements fédéral et provinciaux doivent examiner ce problème. Il faut trouver le moyen d'abaisser les coûts et de nous rendre plus compétitifs. Toutefois, dans le cas de l'INCO, je crois savoir qu'il ne s'agit pas d'une question de concurrence. La production minière a été bonne et la technologie est là, le problème qui se pose découle du ralentissement du marché international.

L'autre argument qu'on a invoqué, c'est que l'INCO exploite des mines au Guatemala et en Malaisie. Ces mines ne sont pas encore en production, donc, elle n'influencent pas la situation actuelle. En plus de tout cela, ils ont accumulé des stocks pour une période de sept à neuf mois.

● (1612)

M. Rodriguez: Je me demande si le ministre me permettrait de lui poser une question à ce stade-ci?

M. l'Orateur adjoint: Cela ne peut se faire qu'avec le consentement du ministre.

[Français]

L'honorable député demande à l'honorable ministre si celui-ci veut répondre à une question du député. Évidemment, je veux porter à l'attention du ministre le fait qu'il ne lui reste plus que deux ou trois minutes, alors c'est à lui de décider.

[Traduction]

M. Rodriguez: Le ministre a déclaré que dans le bassin de Sudbury, nous disposons de toute la technologie et des capacités nécessaires pour produire du nickel et que la seule raison pour laquelle nous connaissons actuellement des problèmes réside dans la faiblesse du marché. Peut-il alors dire à la Chambre pourquoi le gouvernement accorde à des sociétés comme l'INCO des stimulants en vertu de son programme

fiscal pour qu'elles produisent davantage de nickel bien qu'aucun de ces stimulants n'aura pour effet de faire vendre ce nickel?

M. Chrétien: C'est une question que le député m'a posée bien des fois. Le budget prévoit d'accorder certains stimulants fiscaux à l'industrie pour l'inciter à investir davantage. Si elle n'investit pas davantage, elle ne bénéficiera pas des stimulants. L'un des stimulants fiscaux qui s'appliqueront est le dégrèvement de 3 p. 100 prévu au chapitre des stocks. Nous avons décidé d'accorder un répit aux sociétés canadiennes pour tenir compte du coût de maintien de stocks en période d'inflation. Il est possible que cela leur permette de dégager certaines liquidités dans ce secteur, mais le député ne doit pas oublier que les sociétés du genre auxquelles il fait allusion poursuivent parallèlement d'autres activités et qu'elles doivent être traitées de façon équitable par rapport aux autres sociétés de notre pays. Il ne nous est pas possible de les pénaliser.

J'ai étudié la possibilité de l'accumulation de stocks. Malheureusement, ceci ne constitue pas une solution. Je crois que nous devons trouver d'autres solutions plus proches de celles suggérées par le ministre de l'Emploi et de l'Immigration et essayer d'arranger les choses pour que le bouleversement ne soit pas trop pénible. On pourrait instituer des programmes de partage du travail entre les mineurs; ceux des mineurs qui peuvent plus facilement se déplacer devraient pouvoir aller à Elliot Lake et dans d'autres endroits où il existe une pénurie de mineurs.

J'avais espéré que ce débat aurait fait surgir quelques suggestions valables mais, malheureusement, la motion qui nous est présentée est une de ces motions typiques du NPD visant à tout nationaliser. Ces gens ne sont absolument pas réalistes. La dure réalité de la vie est qu'il existe une compétition farouche dans le monde et que le marché est actuellement déprimé. Ce n'est pas par le biais d'une loi du Parlement ou par un vote à la Chambre que nous allons pouvoir forcer les Américains à acheter davantage de nickel et à améliorer ainsi la situation internationale. Ce qu'il faut reconnaître aujourd'hui, c'est que la demande actuelle pour le nickel est bien inférieure à ce qu'elle était il y a deux ans.

M. Broadbent: Avant que le ministre en arrive à la conclusion de son discours énergique, bien articulé et bien pensé sur la politique libérale, aurait-il la bonté de bien vouloir répondre à une dernière question car il s'en est pris au discours que j'ai moi-même prononcé. Il a déclaré que j'étais contre l'aide au tiers monde. Mon collègue reviendra plus tard sur cette déclaration pour la réfuter. Le ministre vient de la province de Québec où l'industrie textile joue un rôle de premier plan...

M. l'Orateur adjoint: A l'ordre, s'il vous plaît. Le ministre a épuisé son temps de parole et ne pourra poursuivre sans le consentement unanime. Le député a-t-il le consentement unanime pour poser une question au ministre?

Des voix: D'accord.

M. Broadbent: Merci, et je serai bref. Le ministre vient du Québec où l'industrie textile est en difficulté. Ne voit-il pas un rapport entre le fait que le gouvernement fournit des centaines de millions de dollars à des sociétés comme INCO pour leur permettre d'étendre leurs opérations minières à l'étranger, en concurrence directe avec les travailleurs canadiens, et le fait